

LES CHANGEMENTS DES STRUCTURES POLITIQUES: LES CAS DES BISA ET DES SAMO

Andrea Reikat et Issa Cissé

Les Bisa et les Samo, séparés d'une distance de 300 kms (distance en ligne droite), ne sont pas seulement liés par leur appartenance au monde mandingue, plus une forte parenté de leurs langues, mais aussi par des ressemblances de leurs structures politiques. Tous les deux ethnies appartiennent ni aux groupes étatiques, ni aux groupes segmentaires, mais elles font partie d'un groupe intermédiaire: elles ont, comme caractéristique, une chefferie traditionnelle avec des tendances à une hiérarchisation et à une existence de cantons précoloniaux. En plus, ces deux groupes ont en commun qu'il y a des variations du système politique dans la région qu'ils habitent. Dans la première partie de cet article il est envisagé de faire une esquisse des systèmes politiques dites « traditionnels » des Bisa et des Samo sous l'égard des influences externes: précoloniales, surtout par les Mosi et des Marka, coloniales et postcoloniales. La deuxième partie sera consacrée aux processus actuels et aux perspectives d'avenir: les deux régions sont, présentement, concernées par des immigrations et interventions massives, causées par des actions d'Etat. Ces développements qui peuvent être observés dans la région samo depuis 30 ans, sont, dans la région bisa, seulement à leur début. Cela nous permet de faire une analyse pour la région samo au Sourou et une tentative à donner une perspective pour la région des Bisa.

Les structures politiques des Bisa et l'influence des Mosi

Dans toute la région bisa, on trouve une hiérarchisation des villages: ils sont, par tradition, réunis dans des cantons avec un village supérieur aux autres. Mais à coté de cette traite commune il y a des différences qui résultent dans une répartition de la région en trois systèmes politiques distingués (cf. REIKAT 1999)¹. La différence fondamentale dans ces systèmes se trouve dans l'existence ou l'absence d'une catégorie supérieure aux cantons et dans la manière de la nomination des chefs.

¹ Cf. la contribution de Andreas DAFINGER et Rainer VOSSEN dans cet ouvrage.

En générale, on doit distinguer entre la partie est du pays bisa qui est intégrée dans le territoire du *naba* (“roi”) de Tenkodogo et les parties ouest et sud qui sont indépendantes de cette institution. Dans la région dépendante de Tenkodogo, les chefs du canton bisa sont nommés et intronisés par le chef de Tenkodogo, lui même un Moaga (cf. RITZ-MÜLLER/ZIMMERMANN 1996). Concernant la question si le chef de Tenkodogo prend son influence dans le choix d’un chef bisa il y a des variations, également en ce qui concerne la question s’il intervient dans la nomination des simples chefs du village. On peut expliquer la procédure respective par des raisons historiques: des litiges dans un village sur l’intronisation d’un chef ou des différences avec le chef de Tenkodogo même peut avoir comme conséquence l’intervention du chef de Tenkodogo dans les générations futures.

Les chefs de la région ouest du pays bisa sont aussi intronisés par un chef moaga – le Mooghonaba de Ouagadougou -, mais ils ne sont pas intégrés dans un ordre commun. Ici on trouve des cantons indépendants côte à côte. La seule relation avec le Mooghonaba est qu’il a le droit de confirmer un chef de canton, jamais il joue un rôle directe dans sa nomination.

Une troisième forme du système politique en pays bisa se présente avec les cas des villages de Garango et de Zabré: Les Chefs de Garango et de Zabré sont intronisés ni par le chef de Tenkodogo ni par le Mooghonaba. Les deux cantons sont complètement indépendants des pouvoirs politiques de l’extérieure. Ici c’est la famille (dans le cas de Zabré) ou un petit village à coté (pour Garango) qui font la nomination du chef. Malgré cela, les chefs de Garango et de Zabré portent aussi le titre *naba* et dans l’exercice de leurs fonctions ils présentent une grande similitude avec des souverains moaga. Tous les deux cantons avaient envisagé une transformation de leurs structures pendant la période coloniale: tandis que le canton de Garango semble être présentement plus influent qu’avant, le canton de Zabré a été fortement diminué de son pouvoir pendant la période coloniale.

La structure politique dans la région bisa montre des fortes ressemblances avec celle des Mosi. Pas seulement que les chefs sont pour leur plupart, dans une manière ou une autre, dépendants d’un chef moaga, ils s’équipent aussi d’un conseil de notables comme les Mosi et ils portent les mêmes emblèmes du pouvoir. L’état colonial a, dans quelques cas, modifié les ordres dans la région bisa, mais il a jamais entrepris des changements décisifs – il n’a même pas assimilé des ordres différents. Les ambitions du pouvoir colonial des années 20 de soumettre les cantons bisa indépendants sous un pouvoir central furent un échec complet. Dans quelques cas on a changé la structure de certains cantons – parfois cette structure modifiée existe officiellement jusqu’aujourd’hui, mais dans la plupart des changements n’ont pas persisté. Nulle part, on constate maintenant, 40 ans après la fin de la période coloniale, des changements décisifs.

La région Samo: Homogénéité et hétérogénéité et l'influence de l'état colonial

Malgré que les « frères » des Bisa, les Samo, soient des voisins des Mosi aussi, on ne trouve pas dans la région Samo des structures politiques influencées par des Mosi.² Ici c'était l'état colonial et – dans certaines parties de la région – les groupes Markas islamisés qui ont transformé la structure politique traditionnelle.

La région Samo est séparée en deux parties, clairement distinguées au niveau linguistique, sociale et historique. Tandis qu'au nord on trouve une population à peu près homogène, entourée par des Marka à l'ouest, des Peuls au nord et des Mosi à l'est, la partie sud de la région Samo est caractérisée par une grande hétérogénéité de la population. Ici, les Samo cohabitent avec des Marka, des Nuna, des Lyela et des Mosi.

Les Samo ont été regardés longtemps comme une société segmentaire typique. En voulant éviter des difficultés que les colons ont à envisager chez les autres groupes segmentaires (par ex. les Lobis) et pour donner une organisation à ce pays, les Français, au début de la période coloniale, ont posé les Samos sous l'autorité des Chefs peuls, déjà en train de se combattre sur cette région pendant la conquête française (cf. PARE 1983, DIALLO 1997). Cette expérience fut un échec total, et après leur propre installation dans la région, les Français, en 1905, ont partagé la région en cantons. Comme chefs de ces cantons on a pris, pour la plupart, des anciens tirailleurs (CAOM 10 G 14, 1925), guidé par la conviction qu'il existe, dans la région Samo, ni une structure politique ni une classe des teneurs de pouvoir. Seulement au début des années 70, l'ethnologue française, Françoise Heritier, a décrit l'ancienne structure des cantons qui a persisté et persiste toujours à côté de la structure créée par les Français. Cette ancienne structure est basée, surtout dans le nord du pays, sur une distinction entre les villages anciens (*dodana*) et les villages plus nouveaux (HERITIER 1973). Jusqu'aujourd'hui la structure précoloniale et la structure coloniale existent côte à côte.³

A l'ouest et au sud de la région Samo il existait, déjà dans la période précoloniale, une société hétérogène, composée de beaucoup de groupes ethniques différents. La région est dominée par le fleuve Sourou, un affluent défluent du Mouhoun. Ce réservoir a favorisé des activités de pêche, d'élevage et d'agriculture dans la zone. Cependant, il a attiré depuis longtemps des groupes étrangers, soit des Marka et Pana, soit des Peul, des Dogon et surtout des Mosi du Yatenga et du Passoré. Les groupes différents de la population

² Avec l'exception peut-être de l'est de la région, dans la zone frontalière du Yatenga. Dans la région de Kiembara nous voulons poursuivre nos recherches pendant l'année prochaine.

³ Cette structure était étudiée par nous en 1998. Cf. pour une première analyse REIKAT 2000.

n'habitent pas des terrains séparés, mais ils sont mélangés en habitant parfois même les mêmes villages. Ni les Peuls ni les Mosi ont été capables d'y introduire leurs structures politiques hiérarchisées et centralisées.⁴ La plus grande influence ont exécuté les Markas. Ce groupe islamisé a fondé des villes, soit comme centres religieux (p. e. Lanfiéra et Bousse), soit comme centres commerciaux (p. e. Koungny et Di), qui ont eu une prétention du pouvoir sur les endroits voisins.

La mise en valeur du vallée du Sourou – projet et problèmes

Tandis que la région a envisagé depuis longtemps une immigration moaga, une confrontation entre les Mosi et les autres groupes de la région résultait seulement de l'installation d'un grand projet d'aménagement de la vallée, déjà projeté par l'administration coloniale en cours des années 50. L'objectif du projet était d'abord d'aboutir à un rééquilibrage entre la densité de la population et les potentialités économiques. Après plus de 30 ans du projet on constate aujourd'hui une situation sociale où les Mosi sont souvent considérés comme un danger pour l'équilibre social et culturel dans la région.⁵ D'après l'opinion des autres, les « allogènes moose », au lieu de s'adapter aux structures préexistantes, cherchent plutôt à reproduire le système d'organisation de leur terroir. L'assimilation difficile présumée consolide les sentiments de fraternité des autres groupes en l'occurrence Marka, Pana, Sana face aux Mosi. Critiquant le processus de cosmopolitisme de la vallée, certains intellectuels qui y sont originaires, parlent maintenant d'une colonisation moaga du Sourou à partir du Passoré et du Yatenga.

L'évaluation de la situation au début du projet montrait dans une direction totalement différente: Pour répondre aux soucis éventuels dans le domaine humain, le couple Izard notait en 1958:

«[...] le régime coutumier de la terre ne s'oppose nullement à l'installation de nouveaux arrivants et ceci d'autant plus que les terres disponibles sont extrêmement vastes (le terroir de Di pouvait nourrir deux fois plus de gens qu'il n'en nourrit, celui de Bouna, six à sept fois). Les populations en place se montrent accueillantes et disposées à accepter l'installation de celui qui se présentera ...». (Izard & Izard 1958: 67)

Malgré ce constat favorable et des diverses autres études, l'administration coloniale a seulement commencé d'entreprendre l'aménagement hydro-agricole de la vallée du Sourou. C'était seulement après la colonisation que les dirigeants du nouvel état ont poursuivi le projet. Une raison était que, avec les indépendances des années 1960, des anciens colons voltaïques, Mosi et Sana pour la plupart, transplantés sur l'Office du Niger pour les travaux agricoles pendant la colonisation, étaient de retour. Confrontés à l'insertion sociale de

⁴ Concernant des stratégies des autochtones pour restreindre surtout les Mosi cf. la contribution d'Andrea WENZEK.

⁵ Cf. la version plus élaborée: CISSÉ 1999.

ces anciens colons, les autorités politiques ont décidé en 1966, d'aménager 150 ha près de Lanfiéra. Cet aménagement a favorisé l'immigration d'autres colons sana et moaga dans la vallée et a ainsi permis l'émergence d'un « village agricole » appelé Guiédougou, distant seulement d'un kilomètre de Lanfiéra.

La politique de mise en valeur de la vallée du Sourou se poursuivait en les étapes suivantes

- en 1976 et 1984 avec des aménagements dans les environs de Di et la création d'un village agricole appelé Benkadi, accompagnés par la fondation de la SOMDIAA (Société d'outre Mer pour le développement de l'Industrie Agro-Alimentaire),
- en 1985 avec la création du village de Doum Kaffar ou Debé Nouveau près de l'ancien Debé et Niassan-Koura près de Niassan en 1993, accompagnée par la création de l'A. M. V. S (Autorité de mise en valeur du Sourou) chargée de gérer les aménagements du Sourou et installée à Niassan.

L'installation des colons agricoles allaient se poursuivre avec l'aménagement de nouveaux périmètres. Pour se faire une idée de l'ampleur de l'installation de colons agricoles dans le Sourou grâce à la série d'aménagements sous le contrôle de l'A.M.V.S., on doit seulement comparer des chiffres de la population: en 1985, Debé et Niassan comptaient respectivement 234 et 634 habitants, tandis qu'en 1996, on avait 3062 habitants à Debé et 5088 à Niassan.

La plupart des colons ont été des Mosi. Sur 13 provinces d'où les colons étaient originaires en 1990, 8 étaient celles des Mosi. La cohabitation des Mosi et des autres groupes posait de plus en plus des problèmes. Ils sont basés d'une part dans le fait que les Mosi sont souvent considéré comme éléments plus dynamiques. Un deuxième problème était déjà constaté par le couple IZARD, au cours de leurs études sur les transferts des populations dans la vallée:

«[...] s'il convient d'analyser quelque peu l'émigration mossi, c'est qu'elle comporte quelques dangers pour le devenir des Marka et des Pana. A la structure sociale faible de ceux – ci, les Mossi opposent une structure extrêmement forte, doublée d'une politique matrimoniale redoutable (puisse qu'ils prennent des femmes dans le groupe étrangers, mais n'en donnent pas en retour). Les mossi ont pour eux de nombreux avantages. Ils sont organisés, hiérarchisés disciplinés, travailleurs <...> Leur présence dans la vallée du Sourou pourra être stimulante, mais il faut éviter de faire de la vallée du Sourou, une zone d'expansion mossi...». (IZARD & IZARD 1958: 73)

Surtout à coté de deux centres anciens, on a du constater des problèmes au cours de l'installation des nouveaux villages agricoles: Particulièrement Lanfiéra et Boussé percevaient le danger de voir leurs suprématies traditionnelles remise en cause. Soulignons que p.e. Lanfiéra avait retiré le rôle de « localité phare » de la région à Koumbara, ancien chef lieu de canton à partir de 1920. De plus les habitants de Lanfiéra sont auréolés par leur histoire contemporaine qui a vu le rayonnement d'un grand marabout du nom

de Karamogo Bâ. Ce marabout a fait de Lanfiéra un centre important de rayonnement islamique en pays marka, l'islam étant un des éléments essentiels de l'identité culturelle de ce peuple. Au regard de ces données historiques et culturelles, il est facile de comprendre que Lanfiéra ne peut se laisser submerger par une éventuelle émergence de Guiédougou, le nouveau village agricole, en tant que « ville ». C'est plutôt Lanfiéra, dans l'esprit de ses habitants, qui doit constituer le pôle de développement urbain éventuel en absorbant Guiédougou.

Une situation pareille s'élevait avec la fondation de la SOMDIAA à Di en 1976. Di est situé à côté de Boussé, une autre citadelle islamique qui rappelle une des grandes figures théocratiques. Il s'agit de Amadou Démé dit Al Kari. Il a farouchement résisté à la pénétration coloniale française à la fin du siècle dernier. Les habitants de Boussé qui comptent parmi eux toujours de grands marabouts, se sont opposés au projet de la SOMDIAA. Des pratiques occultes effectuées par les habitants de Boussé, auraient fait échouer le projet de la SOMDIAA. C'est l'explication retenue par la plupart des gens de la vallée pour justifier le départ de la SOMDIAA de Di en 1984.

Les changements des structures sociales et les projets d'aménagement

Comme le Sourou au pays Samo, le Nakambé au pays Bisa semble offrir une grande potentiel pour des migrants et pour des projets d'aménagement. Dans les études préliminaires la région était caractérisée comme zone potentielle d'immigration (p.e. BENOIT/LAHUEC 1975). On a trouvé que les bas-fonds du Nakambé n'ont été utilisés que temporairement par la population avoisinante, les Bisa, pour des raisons de santé (risque endémique d'onchocercose) (cf. LAHUEC 1979, HERVOUET 1980). Le projet d'une exploitation intensive de la région est relié aux programmes AVV (Aménagement des Vallées des Voltas), commencés au cours des années 1970, et à la construction du barrage de Bagré, terminé en 1992. Tandis que les projets AVV entraînaient une affluence des immigrants limitée et contrôlée (cf. WEISS 1985), la construction du barrage attirait un grand nombre d'immigrants non enregistrés.

Malgré qu'il n'y eût pas de villages établis au bord du fleuve, les bas-fonds constituaient une partie intégrale dans le système d'utilisation de terre des Bisa. La cultivation des champs en brousse, situés dans les bas-fonds du Nakambé, a rendu possible la grande densité de la population dans les régions loin du fleuve, surtout dans la bande Niaogho – Garango (cf. REIKAT 1997, STURM 1997). Ainsi l'immigration des étrangers dans la région ne pose pas seulement des problèmes au niveau de la droit foncière, mais elle menace aussi l'approvisionnement de la population autochtone dans toute la région.

Malgré que les Bisa aient vécu longtemps à côté des Mosi et malgré qu'il y ait toujours des intenses échanges mutuels entre les deux groupes, l'afflux des immigrants moaga est perçu présentement comme danger. Comme dans le

Sourou, il y a un discours interne concernant l'envahissement par des étrangers, et comme dans le Sourou cette discussion est adoptée et soutenue par des intellectuels (cf. FAURE 1996). Un deuxième développement dans la région bisa ressemble aussi aux événements de Lanfiéra et de Bousse dans le Sourou: Surtout dans les cantons indépendants de la région bisa, les habitants gardent une forte tradition d'avoir résisté toujours aux agressions moaga. Cette discussion tente à être revitalisée présentement au cours des événements actuels.

Les changements des structures politiques et des adaptations mutuelles entre les régions mandé et leurs voisins au Burkina Faso n'ont été commencés ni avec la période coloniale, ni avec des initiatives modernes. Les changements des structures politiques font partie de l'histoire des groupes concernés. Comme nous avons vu dans la première partie de la contribution présente, les difficultés actuelles ne résultent pas d'une incapacité des populations à s'adapter. Tous ces groupes ont une longue histoire marquée par des adaptations et des changements des structures politiques. La situation précaire maintenant est la forte influence externe (de l'Etat burkinabé et des organisations internationales) et la grande vitesse des développements.

Références

CAOM: Collection des Archives Nationales d'Outre Mer, Aix-en-Provence

BENOIT, Michel & Jean-Paul LAHUEC (1975): L'insertion du champ migratoire Mossi dans les différents contextes régionaux. Essai d'une cartographie de synthèse. MS, Ouagadougou.

CISSE, Issa (1999): La mise en valeur de la Vallée du Sourou: approche socio-historique de la colonisation agricole depuis les années 1960 (MS).

DIALLO, Youssouf (1997): Les Fulbe du Boobola. Genèse et évolution de l'Etat de Barani. Köln.

FAURE, Armelle (1996): Le pays bisa avant le barrage de Bagré. Découvertes du Burkina. Paris, Ouagadougou.

HERITIER, Françoise (1973): La paix et la pluie. Rapports d'autorité et rapport au sacré chez les Samo. L'Homme 13: 121-137.

HERVOUET, J.P. (1980): Du Faidherbia à la brousse. Modifications culturelles et dégradation sanitaire. ORSTOM, Ouagadougou.

IZARD, Françoise & Michel IZARD (1958): Aspect humain de l'aménagement hydroagricole de la vallée du Sourou. Bordeaux.

- LAHUEC, Jean-Paul (1979): Le peuplement et l'abandon de la vallée de la Volta Blanche, en pays bisssa. In: LAHUEC, J.P. & J.Y. MARCHAL: La mobilité du peuplement bisssa et mossi. Travaux et documents de l'ORSTOM, no. 103, Paris.
- PARE, Harana (1973): La société Samo de la fin du XIX^{ème} siècle et la conquête coloniale française: approche socio-historique. Mém. de Maitrise, FLASHS, Ouagadougou.
- REIKAT, Andrea (1997): Das Land und die Menschen. Kulturvergleichende Landnutzungsstudien im Süden Burkina Fasos. In: A. REIKAT (éd.), Landnutzung in der westafrikanischen Savanne. Berichte des SFB 268, Bd. 9: 141-167.
- REIKAT, Andrea (1999): Naba, Kiri, Gutaré. Les formes de la chefferie chez les Bisa. In: K. KEUTHMANN, A. REIKAT & H.J. STURM (éds.), Les Bisa du Burkina Faso. Contributions à l'étude d'un peuple mandé. Frankfurter Afrikanistische Blätter 10.
- REIKAT, Andrea (2000): Maîtres de la pluie et chefs de terre. Ordres territoriaux et acteurs politiques dans la région Nord-Samo (Burkina Faso). Anthropos.
- RITZ-MÜLLER, Ute & Hans ZIMMERMANN (1996): Les piliers du pouvoir. Commentaire d'une exposition des portraits photographiques des dignitaires de la cour royale de Tenkodogo, Burkina Faso. Berichte des SFB 268, Bd. 7: 221-238.
- STURM, Hans-Jürgen (1997): Kulturbaumlanschaften in der Provinz Boulgou (Burkina Faso). In: A. REIKAT (Hrsg.): Landnutzung in der westafrikanischen Savanne. Berichte des SFB 268, Bd. 9: 169-188.
- WEISS, Roland (1986): « Wir haben mehr Geld – aber es geht uns schlechter ». Über die Folgen der Entwicklungshilfe am Beispiel Burkina Faso. Saarbrücken.